

L'étude «a été rédigée en allemand. Vous trouverez ci-dessous la traduction de l'introduction rédigée par Jakob Tanner, membre de notre Conseil de fondation, ainsi que la synthèse en français des principaux résultats.

Introduction à l'étude « L'éducation politique en Suisse »

L'étude intitulée « Éducation politique en Suisse », commandée par la Fondation Anny Klawa-Morf en février 2020 et rédigée par Patrick Zamora (directeur d'Etharion GmbH), Carol Schafroth (directrice du Campus pour la démocratie, Fondation Dialogue) et Claudia Röder (collaboratrice du projet Campus pour la démocratie, Fondation Dialogue), donne un premier aperçu du secteur informel et fragmenté de l'éducation politique. Ce secteur, qui se situe en dehors des institutions scolaires et des parcours éducatifs formels, se caractérise par une contradiction : d'une part il existe une « variété quasi-infinie d'offres », d'autre part on accorde « traditionnellement peu d'importance » à l'éducation politique en Suisse (p. 3). Jusqu'à présent, cette combinaison d'équivoque et de faiblesse structurelle n'avait guère été étudiée de façon systématique. Le présent panorama, recensant une centaine d'offres émanant des organisations privées et gouvernementales les plus diverses, propose une première série de points de repère. La Fondation Anny Klawa-Morf s'estime heureuse de pouvoir mettre à la disposition de toute personne intéressée ces informations, ainsi que leur intégration théorique à la recherche en matière d'éducation. Le Conseil de fondation remercie les autrices et auteurs pour leur travail. Le concept d'« éducation politique », sur lequel se fonde l'étude, ne correspond pas en tout point à l'image que la Fondation Anny Klawa-Morf se fait d'elle-même. C'est pourquoi, nous aimerions faire précéder la publication de cette courte introduction. Un dénominateur commun est que nous considérons nous aussi « les concepts visant à développer la participation à la vie politique comme un objectif » et que, par conséquent, il ne s'agit pas d'un « simple transfert de connaissances » mais d'une responsabilisation démocratique (p. 4).

Sur deux aspects, les priorités divergent. La Fondation AKM note elle aussi que « dans les démocraties occidentales, la confiance dans les institutions politiques diminue, l'intérêt pour la politique décroît et le capital social de la société régresse » (p. 3). Elle explique cette tendance par les tensions liées au pluralisme politique. Cela touche d'une part les caractéristiques-mêmes d'une société démocratique : la participation par la

délibération fondée sur la connaissance, par l'accès aux biens publics et aux institutions et par le droit de tout un chacun à avoir des droits. D'autre part, la démocratie fonctionne uniquement lorsqu'il existe des possibilités de choix. Le champ du débat politique est structuré par ses différences. Seules des orientations politiques clairement divergentes, assorties d'un programme de parti ou de mouvement bien défini, permettent de cultiver efficacement le débat démocratique et le travail de persuasion qu'il nécessite. L'étude assimile cette partialité un peu trop rapidement à de l'« endoctrinement ». Nous considérons que le travail programmatique d'éducation politique est mieux à même de répondre aux exigences d'une démocratie pluraliste, précisément parce que la perte de confiance observée est également liée au fait que les profils des partis sont moins tranchés, ce qui donne aux électrices et électeurs le sentiment qu'au final il importe peu qui est à la tête du gouvernement. Il en résulte une critique unidimensionnelle des élites, qui constitue l'un des ressorts fondamentaux du populisme actuel. C'est pourquoi, la Fondation AKM insiste sur la distinction entre « persuasion » et « endoctrinement » et plaide en faveur d'une place accrue pour la première.

Le second aspect concerne l'analyse des problèmes. Nous ne pensons pas que ce soit avant tout le Conseil de l'Europe qui – comme l'indique l'étude – ait un problème avec « l'interdiction d'endoctrinement » (p. 4 et 5). Nous sommes bien plus inquiets d'une re-nationalisation des notions de société et de communauté. Aujourd'hui, le risque d'endoctrinement émane principalement des sphères nationales – l'Union européenne et le Conseil de l'Europe représentent à cet égard un contre-pied se souciant d'ouverture et de droits de l'homme. Face à la montée en puissance des idéologies nationalistes, il ne suffit pas d'appeler abstraitement à « plus de participation », mais de prendre conscience que des groupes identitaires basés sur l'exclusion et le racisme, proposent eux aussi une forme de « participation », bien que ce soit dans une perspective funeste. L'intégration des États-nations existants dans une Europe qui promeut le droit de l'homme à l'autodétermination dans la liberté renforce la démocratie à tous les niveaux. Là aussi, un travail de persuasion est nécessaire.

Nous continuerons à approfondir cette réflexion, y compris à l'aide de la présente étude.

Synthèse de l'étude

L'éducation politique promeut les connaissances, les compétences et les attitudes qui permettent une participation active et informée à la vie sociale et démocratique. Cette participation à la vie politique est cruciale pour la survie des démocraties.

Alors que l'éducation politique formelle devrait être principalement assurée par des institutions de formation publiques, l'éducation politique informelle et extrascolaire est dispensée par un grand nombre d'acteurs privés et publics indépendants. Ce secteur informel n'a guère été étudié de manière systématique jusqu'à présent.

Afin de déterminer le futur rôle de la Fondation Anny Klawa-Morf dans l'éducation politique informelle, cette étude analyse de façon systématique le paysage éducatif extrascolaire. La priorité est donnée aux caractéristiques générales de l'éducation politique dans le pays et en particulier au rôle des prestataires privés dans ce domaine, ainsi qu'à leurs thématiques, leurs méthodes et leurs groupes cibles. Des informations ont par ailleurs été recueillies sur l'interconnexion et le financement des différentes offres.

Au total, une centaine d'offres, émanant des organisations privées et gouvernementales les plus diverses, a été prise en compte. L'analyse s'est basée sur une combinaison de différents indicateurs et a été complétée par des évaluations de l'équipe de projet. Cela a permis d'obtenir un panorama complet du paysage de l'éducation politique en Suisse.

Sur cette base, l'équipe du projet a identifié, dans le paysage de l'éducation politique informelle, les lacunes ci-dessous, dont l'élimination par des mesures ciblées pourrait avoir un impact significatif sur l'éducation politique de la population suisse.

Afin de s'adresser à une large catégorie de population, il convient de créer et de soutenir des offres qui s'adressent explicitement aux groupes politiquement marginalisés.

- Les régions périphériques et les minorités linguistiques sont négligées par l'éducation politique. En dehors des centres urbains et linguistiques, les offres ont besoin de soutien financier et organisationnel.

- Dans les offres destinées aux adultes, le transfert de connaissances reste la priorité. Les projets ciblant les compétences et les attitudes doivent être développés.

- Les sources de financement privées, telles que les fondations, sont souvent peu disposées à accorder des moyens à long terme, allant au-delà du financement de démarrage. Pour atteindre cet objectif, une collaboration entre la Fondation Anny Klawa-Morf et des fondations de financement pourrait avoir un impact considérable.

Fondation Anny Klawa-Morf
Falkenplatz 11
Case postale
3001 Berne
info@anny-klawa-morf.ch
www.anny-klawa-morf.ch
T: 031 313 33 25



[Télécharge l'étude](#) (uniquement disponible en allemand)